

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvic Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 64.91.32.75

N° 76 octobre 1996
4è année de parution

RÉSULTATS DU SCRUTIN DU 21 MARS 1993

INSCRITS : 96 547
VOTANTS : 68 073 (70.51%)
EXPRIMES : 65 306

PCF (Roger Meï) : 12 609 (19.30%)
GE (Marie-Claire Mouygrin) : 3 763 (5.76%)
Divers écologistes (Gérard Blanc) : 379 (0.58%)
PT (René Sale) : 396 (0.60%)
SEGA (divers gauche) (Daniel Guffroy) : 582 (0.89%)
Divers gauche (Christian Poitevin) : 593 (0.90%)
MRG (Bernard Tapie) : 16 719 (25.60%)
RPR (Hervé Fabre-Aubrespy) : 15 855 (24.27%)
Divers droite (Michel Benhaïm) : 842 (1.28%)
Divers droite (Eric Bagnoli) : 651 (0.99%)
Divers droite (Jean Zaïfah) : 359 (0.54%)
Divers droite (Christian Bordione) : 167 (0.25%)
FN (Damien Barillier) 12 391 (18.97%)

DERNIÈRE MINUTE

RÉSULTATS DU SCRUTIN DU 13 OCTOBRE 1996

Roger Meï : 38 %
(FN) Damien Barillier 27 %
Hervé Fabre-Aubrespy : 16 %
Bernard Kouchner : 14 %

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

GARDANNE

RIEN N'EST PLUS FORT QU'UNE IDÉE DONT L'HEURE EST VENUE (Victor Hugo)
par Amaury Couderc

De même que la "gauche progressiste" n'est pas la "petite gauche", Gardanne n'est pas un "laboratoire"... Gardanne c'est pour tous ceux qui veulent ouvrir une issue progressiste à la crise, la certitude qu'il y a un chemin. Que l'extraordinaire attente des salariés de ce pays a un autre choix à gauche dès le premier tour. C'est aussi la certitude et la démonstration que le vote pour un candidat qui se fait le chantre de l'Europe de Maastricht et de la monnaie unique avec tout le cortège de misère que génère cette politique, même si ce candidat est le "champion" des causes humanitaires, n'est pas la seule alternative.

Gardanne, c'est pour les habitants de cette circonscription, la certitude qu'au deuxième tour ils n'auront pas à faire le choix entre "une politique qui a échoué hier et celle qui aujourd'hui donne les résultats catastrophiques que l'on connaît". A faire le choix entre un candidat qui se réclame de l'Europe de Maastricht et des critères de convergences pour aller vers la monnaie unique alors que l'on sait que l'on ne pourra construire aucune avancée sociale avec ces critères là et un candidat de droite se réclamant de la même politique européenne, voire pire même, un candidat du FN.

Oui, l'élection de Gardanne est un test à droite mais aussi et surtout à gauche. La gauche progressiste rassemble dès le premier tour tous ceux qui à gauche veulent une alternative et non une simple alternance, ceux qui veulent un certain nombre de transformations économiques et politiques allant vers une issue progressiste et non une simple gestion du système...

Oui, nous pensons que cette gauche là peut faire jeu égal, voire dépasser un candidat du PS et des Radicaux de Gauche, même si celui-ci est hautement médiatisé par la presse et la télévision, la démonstration n'en sera que plus concluante. Le vote utile aujourd'hui à Gardanne, c'est le vote pour le candidat qui a su rassembler autour de lui cette gauche que l'on disait divisée, éclatée, voire atomisée.

Ce rassemblement a cassé l'idée que le vote utile au premier tour c'est le vote pour le seul parti socialiste.

Les électeurs de Gardanne sont les arbitres des vraies questions qui se posent aujourd'hui à la gauche : battre la droite et le FN au deuxième tour et ne plus permettre que l'alternance soit la seule solution politique en montrant que dans l'union on peut imposer l'alternative, y compris avec les électeurs socialistes.

Ce rassemblement qui se fait à Gardanne autour du candidat communiste, mais qui peut se faire demain sur d'autres candidats favorables à une alternative, (comme ce fut le cas autour de Paul Loridan du MDC dans l'Essonne), est aujourd'hui, compte tenu du mode de scrutin, le seul à pouvoir rééquilibrer la gauche à gauche et ouvrir un espoir aux salariés de ce pays.

L'expérience espagnole doit nous permettre de ne pas commettre l'erreur de "Gauche Unie" qui s'est présentée comme une machine de guerre contre le PSOE et une alternative à ce même PSOE. Le rassemblement de Gardanne n'est pas une alternative en soi au PS, ce n'est qu'une stratégie de rassemblement large de la gauche progressiste, prélude du rassemblement de toute la gauche sur d'autres bases

que celles du PS. Cette stratégie est la seule susceptible aujourd'hui d'imposer un autre rapport de force à gauche et de faire revenir le PS vers une autre conception du pouvoir, différente de celle qu'il a pratiquée en particulier au cours du deuxième septennat et alors même qu'il refuse de tirer le bilan de cette période. □ Samedi 12 octobre 1996

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI CONTRE L'EMPLOI

par Antoine Huesca

Un consensus honteux

Décidément, la France est devenue la patrie du consensus honteux, parce qu'informulé. Après la politique monétaire, les institutions de la Vème République, le service militaire, l'immigration et la sécurité sociale, c'est le tour de la politique de l'emploi d'en être le terrain d'élection. Après le procès public instruit par l'ineffable Péricard, on ne trouve plus d'avocats pour défendre la politique de l'emploi.

Des critiques tous azimuts

Le rapport parlementaire Novelli-Péricard, commandé par Juppé pour rendre les coupes sombres budgétaires inévitables, est formel : « le système des aides est devenu complexe...ces aides engendrent de nombreux effets pervers... ».

Même le patronat y va de son couplet. Gandois, patron des patrons, fustige les chasseurs de primes. Le moraliste Bébéar en rajoute : « certaines entreprises profitent avec cynisme des innombrables primes à l'emploi ».

Il ne restait plus qu'à Alain Lebeaube, spécialiste du Monde, de faire la synthèse, le 12 juin 1996 : « de tous bords et en toute occasion elles sont mises en cause : ...inefficaces et coûteuses, ...[elles] introdui[sent] des effets pervers sur le marché du travail; trop nombreuses, elles s'empilent les unes sur les autres, constituent un ensemble illisible et incohérent... ».

Le journaliste a raison au moins sur un point : de tous bords dit-il, et il est certain que du côté des socialistes c'est le silence radio.

Les raisons du silence socialiste

On aurait pu croire que les socialistes défendraient leur bilan en matière d'aides à l'emploi. C'est que pour l'essentiel, l'édifice actuel est bien leur oeuvre : préretraites, contrats de qualification ou d'orientation, TUC ou CES, contrats de retour à l'emploi ou exonérations de charges, abattement temps partiel ou mesures d'accompagnement des restructurations, cet arsenal a été voulu et mis en place par les gouvernements socialistes successifs.

Il est vrai que pour défendre des dispositifs qui ont favorisé bas salaires et précarité de l'emploi comme l'abattement de 30 % des charges sociales patronales pour les emplois à temps partiel, ou permettent le travail obligatoire et non payé des RMIstes comme l'article 42-5 de la loi du 1er décembre 1988 sur le RMI, il faut de sacrés qualités rhétoriques. Mais c'est aussi que les socialistes n'ont rien à dire de précis et de neuf sur le sujet. A peine proposent-ils la réduction « massive, négociée..., régulée et aidée par l'état, sans perte de salaire » de la durée du travail, que le député UDF de Robien s'en empare aussitôt.

La stratégie patronale

Mais comment comprendre les critiques patronales? A t-on déjà vu des patrons s'offusquer de la manne étatique? Faut-il croire au discours sur l'entreprise citoyenne? La .../...

UNE RENTRÉE SOCIALE À L'ODEUR DE SOUFRE.

par Robert Duguet

Décidément cette rentrée est inquiétante. Non parce que le mouvement social serait absent de la scène, il n'a jamais été aussi présent. Le 20 août, en pleines vacances d'été, une dizaine de milliers de manifestants exprimaient leur solidarité avec le combat des sans-papiers. Il faudrait aller très loin en arrière pour retrouver, et sur un sujet pareil, une telle mobilisation. Après l'évacuation des occupants de l'église Saint-Bernard et l'épreuve de force imposée par le gouvernement, le courant s'est amplifié tandis que de nombreuses organisations syndicales, associatives ou politiques apportent un soutien concret notamment dans les batailles politico-juridiques qui sont en cours. La manifestation du samedi 28 septembre, outre qu'elle est aussi importante en nombre, exprime la montée de nouvelles couches sociales jeunes vers le combat politique.

Avec la rentrée scolaire de nombreuses manifestations ont eu lieu devant les rectorats, inspections d'académies, car le gouvernement a programmé le licenciement de 15000 maîtres auxiliaires. Le 30 septembre il y a eu un mouvement de grève généralisée dans les services de l'Education Nationale à l'appel de toutes les organisations syndicales sauf FO. Le 17 octobre s'avance la perspective d'une grève de la fonction publique à l'appel des toutes les fédérations de fonctionnaires. Déjà les organisations syndicales de cheminots réagissent contre un plan de réorganisation du rail qui avance dans la voie de la privatisation de la SNCF. Les forces vives qui ont porté les mouvements de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé entrent de nouveau dans la danse. Avec la force d'airain, mais surtout la bêtise, qui le caractérise, le couple Chirac-Juppé continue tranquillement de mettre le feu à la maison.

Et de ce point de vue rien ne nous aura été épargné. Il y a eu cette mascarade écoeurante autour de la présence du pape et du baptême de Clovis, la participation scandaleuse de celui que nous considérons encore comme le « président de la République » et que les médias nomment « le chef de l'Etat » à la célébration de la commémoration d'un baptême, l'engagement financier de l'Etat et des collectivités locales à la célébration d'un culte, bref la remise en cause de la loi de séparation des églises et de l'Etat. Monsieur le « chef de l'Etat français », tout cela sent son petit Vichy! Malgré l'attitude des grandes organisations de gauche, partis et syndicats, qui ont refusé de relever le gant et de combattre ce retour en force du cléricanisme et de l'esprit concordataire, les manifestations, du moins celles qui ont été appelées dans un esprit unitaire de rassemblement, du 22 septembre ont rassemblé de nombreux militants mais surtout des jeunes qui se .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Je verse la somme de: 100 fr autre

Code postal

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI CONTRE L'EMPLOI

suite

multiplication des affaires de corruption conduirait-elle à un retour en force de la morale dans le monde patronal?

Pour Gandois le problème est le suivant : chaque année, ce sont plus de 280 milliards de Francs qui sont dépensés pour l'emploi, avec l'effet que l'on sait. Il est urgent d'éviter que le patronat n'apparaisse trop clairement comme responsable du chômage alors même qu'il bénéficierait d'aides importantes. Tel est le but apparent du discours actuel. Mais ce n'est qu'un paravent. Pour le patronat, l'enjeu essentiel est ailleurs.

La stratégie patronale se déploie sur un double terrain.

D'abord tirer le plus grand profit des aides à l'emploi, et ce dans tous les sens du terme. Ce que les experts qualifient joliment d'effet d'aubaine, de substitution ou de cannibalisme, c'est le nom savant pour des pratiques qui n'ont d'autre but que d'alléger les charges financières des entreprises sans création nette d'emploi. Qu'on en juge: le CIE, c'est 36.000 Francs d'économie pour un salarié payé au SMIC; le coût marginal d'un emploi créé grâce au CIE, c'est 400.000 Francs; on estime que la politique de l'emploi permet tout au plus de créer 50.000 à 60.000 emplois supplémentaires par an. Pour 280 milliards, c'est peu!

Et quels emplois! L'autre intérêt pour les patrons des mesures emploi, c'est le développement de l'emploi précaire. Le verrou du SMIC, qui fait tant couler la salive d'Alain Minc, a sauté depuis bien longtemps : de contrat de qualification en contrat d'apprentissage, vous ne trouverez guère de jeunes payés à plus de 75 % du SMIC; quant aux « adultes », combien ont « choisi » un temps partiel officiel et font des heures complémentaires non déclarées. Toutes les aides bénéficiant indifféremment au contrat à durée déterminée ou indéterminée, plus de 70 % des embauches se font en contrat précaire.

Les résultats sont là.

Les emplois précaires sont passés de 752.000 en 1985, à 1.404.000 en 1994; ces emplois sont à plus de 50 % aidés par l'Etat, qui en toute rigueur se trouve financer la précarisation. D'un autre côté, la part des salaires dans le revenu national est passée de 72,9 % en 1980 à 70,3 % en 1994, alors que les revenus du patrimoine passaient de 10,6 à 16,2 %. Le salaire net par salarié a pendant cette même période augmenté de 88.286 Francs à 114.314 Francs, soit plus 29 %; les bénéfices des entreprises augmentaient de 57 %. Et on s'étonne que la consommation stagne!

Les patrons engrangent les bénéfices. Rien d'étonnant si en 1995 les entreprises ont engrangé plus de 95 milliards qu'elles n'ont pas utilisé pour développer leurs activités (Alternatives Economiques, septembre 1996). Désendettement, placements financiers, augmentation des dividendes, ce n'est pas perdu pour tout le monde.

Le deuxième axe de stratégie patronale relative aux aides à l'emploi, c'est « l'activation des dépenses passives ».

L'activation des dépenses passives

Sur 286 milliards de dépenses pour l'emploi en 1994, 147 milliards sont constitués de dépenses « passives ». Aux temps heureux de la compétition, du dynamisme et du challenge, comment peut-on supporter ce qui est passif? On va donc vous les activer ces dépenses!

Mais au fait, c'est quoi les dépenses passives? C'est tout simple : allocations de chômage et de préretraites. Les mauvais esprits diront qu'est passif ce qui va dans la poche des chômeurs, et actif ce qui va dans la poche des patrons. /.

UNE RENTRÉE SOCIALE À L'ODEUR DE SOUFRE.

suite

reconnaissent dans les aspirations de la bataille laïque. Dans une interview donnée à l'Humanité, Michel Deschamps, secrétaire de la FSU, soulignait « ...que la cogestion des cérémonies par l'église catholique et les pouvoirs publics nous paraît totalement inadmissible parce que remettant en cause la loi de séparation des églises et de l'état, qui est l'un des fondements les plus précieux d'une démocratie moderne. » Si nous nous félicitons de cette prise de position, nous déplorons que les grandes organisations, et en particulier la FSU, n'aient pas appelé à la mobilisation.

Oui, cette rentrée est inquiétante, car tous les éléments que nous analysons nous portent à déduire que nous allons droit vers une explosion sociale, c'est à dire bien au-delà de ce que furent les mouvements sociaux de la fonction publique à l'automne 1995: une étincelle peut dorénavant mettre le feu à toute la plaine. La question qui pour nous reste posée est toujours la même: le PS attend tranquillement le vote par défaut, il engrange d'ailleurs les retombées politiques des mouvements de l'automne, tout en s'inscrivant dans la logique de gestion de l'économie libérale; le PCF amorce timidement un processus de rénovation mais il n'a pas choisi aujourd'hui de structurer une alternative à gauche du PS. Et pourtant toute la situation converge vers cette nécessité: rien ne nous émancipera d'une telle construction commune, démarche qui englobe bien entendu les processus de différenciation en cours au sein de la social-démocratie.

Face à cette situation sociale qui sent le soufre, il y a urgence de travailler à cette perspective. □

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

INTERVAL : Réseau d'échanges de savoir intercommunal alternatif du Val de Marne

SANS-PAPIERS

Bref historique :

- Lundi 18 mars 1995 à 9h00 des sans-papiers investissent l'église de St Ambroise à Paris, et demandent le soutien des associations de solidarité.
- Dans d'autres départements les sans-papiers sont convoqués, au cas par cas, par la préfecture et souvent expulsés.
- Devant cette situation, les associations de solidarité, débordées en de multiples soutiens et accompagnements, conviennent que le problème doit être posé globalement, le "cas par cas" n'étant plus possible.
- Ainsi dans le Val de Marne un appel à se mobiliser ensemble est lancé dès la fin mars 96.
- Très vite des actions sont organisées, création d'un collectif de soutien aux sans-papiers du Val de Marne, demandes de rencontres avec le préfet, organisation de manifestations devant la préfecture, assemblées générales, campagnes de sensibilisation, permanences, journées de jeûne, et soutiens divers...
- Début juillet un collectif "Ile de France" est créé.
- Mi-juillet parution d'une circulaire ministérielle permettant aux parents d'enfants français d'être régularisés.
- Fin août un collectif national est créé.
- Dans le Val de Marne, aujourd'hui, plus de 200 familles sans papiers demandent au "Collectif de défense des sans-papiers du Val de Marne" de les défendre.

Selon la préfecture du Val de Marne :

Depuis le début de la procédure, il y a eu 787 dossiers de demandes de régularisation, dont : 464 décisions de régularisation, 31 cas de refus, 147 cas classés sans suite (non-présentation de l'étranger, changement de domicile, enfants non français), 35 cas irrecevables, 67 cas en cours d'examen, 43 cas en instance. □

Oseas Bercy

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI CONTRE L'EMPLOI suite

Comment activer les dépenses passives? C'est encore plus simple : prenez un chômeur indemnisé, vous lui conservez son statut de chômeur et son indemnisation, et vous l'envoyez faire un stage ou un essai plus ou moins long dans une entreprise. Si si, ça existe : c'est ce que fait en Bretagne le conseil régional; c'est ce que prépare l'accord patronat/syndicats de juillet 95 à l'UNEDIC. Autre recette : prenez un RMIste ou un allocataire de l'ASS, faites lui faire des tâches dites d'intérêt général sans contrat de travail, sinon... plus d'allocations! Ça existe déjà et la loi sur l'exclusion va le développer. Et si ça ne suffit pas, vous réduisez le nombre de bénéficiaires : le pourcentage de chômeurs indemnisés est passé de 72 % en 1981 à moins de 60 % en 1994. Etonnez-vous que le chômage fasse peur!

Le sens caché des critiques des aides à l'emploi

Car tel est en réalité le but de tous ceux qui critiquent indistinctement les aides à l'emploi : ils veulent transférer l'argent de la dépense de l'emploi des poches des chômeurs vers celles des patrons.

La politique de l'emploi, pour l'essentiel, connaît deux types de bénéficiaires :

- les salariés, les chômeurs, les gens en difficulté; c'est évident pour les allocations de chômage ou de préretraite, la garantie de ressource des travailleurs handicapés, ou les allocations de préretraite; c'est vrai aussi des stages, car les stagiaires et leurs formateurs sont payés; aussi des allocations de chômage partiel qui limitent les pertes des salariés; encore vrai pour les conventions de conversion, les primes aux créateurs d'entreprise. On a là un bloc qui représente plus de 80 % des crédits.

- les entreprises qui empochent les primes à l'embauche (30.000 F pour le contrat d'apprentissage, 24.000 Francs pour le CIE), et font de substantielles économies grâce aux exonérations de charges sociales que l'on demande aux ménages de compenser par des augmentations de CSG ou de RDS.

Ceux qui critiquent le tout, visent en réalité les premières. Car pour les « théoriciens de l'économie », elles ont deux inconvénients : elles pèsent sur les déficits publics; elles accroissent le « salaire de réservation », en clair, elles augmentent le salaire en dessous duquel un salarié n'a pas intérêt à travailler. Elles désincitent au travail.

Salaire direct ou indirect, le salaire peut-être considéré de deux points de vue :

- celui de l'employeur, face à ses propres salariés; le salaire est alors un coût qu'il convient de réduire au plus bas;

- celui des salariés et de la société dans son ensemble; le salaire est alors un revenu et le réduire c'est diminuer le pouvoir d'achat et la capacité de consommer.

Peut-on hésiter sur le point de vue à retenir?

C'est pourquoi nous devons défendre tout ce qui dans les dépenses pour l'emploi, constitue un salaire direct ou indirect:

- elles permettent d'assurer un minimum vital pour tous les chômeurs et précaires; c'est aussi la condition pour qu'ils puissent rechercher du travail;

- elles permettent de limiter la baisse du pouvoir d'achat due au chômage et à la précarité;

- elles permettent de limiter les pressions patronales à la baisse des salaires;

- elles sont un facteur de solidarité essentiel entre tous les travailleurs salariés, qu'ils aient un emploi ou non;

- on ne relancera pas la consommation sans elles. □

VERS UN NOUVEAU PARTI SOCIALISTE EN REPUBLIQUE TCHÈQUE?

La rédaction a interviewé Karel Kostal, correspondant de « Rassembler à Gauche » sur Grenoble et par ailleurs militant de la Gauche Socialiste. Karel rentre d'un nouveau séjour en République Tchèque où il est en relation avec de nombreux militants de gauche. Nous rappelons aussi qu'il est membre d'honneur de la social-démocratie Tchèque.

RAG: *Comment apprécies-tu la situation générale en Tchéquie à gauche?*

K.K: Trois mois se sont écoulés depuis les élections législatives de juin 1996. La social-démocratie tchèque qui n'existe que depuis quatre ans, avait obtenu 26% des voix alors que le parti Démocratique Civique de Vaclav Klaus plafonnait à 29%. On s'aperçoit maintenant que les citoyens tchèques en votant pour le parti de Milos Zeman ont en réalité voté contre la politique néo-libérale de Vaclav Klaus, c'est à dire contre les inégalités sociales et les nouveaux riches qui ne représentent que 10 ou 15% de la population. Pendant mon séjour j'ai discuté avec de nombreux citoyens qui votaient social-démocrate et qui affirmaient déjà publiquement que ce parti aurait dû aller plus loin, en exigeant par exemple la dissolution de l'Assemblée Nationale et l'organisation d'élections anticipées, au moment où la coalition de Klaus au pouvoir était considérablement affaiblie par le dernier grand scandale financier (le onzième en date), à savoir le krach de « Kreditni Banka ». Nombreux sont ceux qui reprochent publiquement, y compris dans les colonnes de la presse, au parti social-démocrate d'être incapable de proposer « une autre voie » à celle du libéralisme sauvage appliqué par Klaus.

RAG: *Concrètement quelle est la situation au sein du parti social-démocrate?*

K.K: Il y a au moins deux tendances qui s'affrontent publiquement en son sein. Il y a ceux que je caractériserais comme de vieux social-démocrates, formés à l'école de l'anticommunisme, et qui raisonnent dans les termes suivants: à l'instar des pays capitalistes d'Europe Occidentale, il faut pratiquer l'alternance. Tantôt les partis libéraux exercent le pouvoir, tantôt la social-démocratie avec comme principe de base que le seul horizon possible est celui du libéralisme. L'autre tendance, toute aussi forte sinon plus, refuse tout rapprochement avec la coalition de Klaus et estime que la social-démocratie tchèque doit proposer une alternative au libéralisme. Les éléments de ce débat apparaissent d'ores et déjà dans la presse.

RAG: *Comment les militants de gauche se déterminent-ils au coeur de ces enjeux?*

K.K: Certains militants estiment qu'il est nécessaire d'agir au sein du parti social-démocrate afin de le pousser à gauche, dans la voie d'une rupture avec le libéralisme. D'autres pensent qu'il faut bâtir des groupements politiques, pluralistes à gauche à l'extérieur, d'exercer des pressions sur le parti social-démocrate afin qu'il s'engage dans une autre voie. Nombreux sont ceux qui, à l'extérieur du parti ou en son sein, pensent qu'il y a une place dans la vie politique pour un autre parti socialiste. .../...

VERS UN NOUVEAU PARTI SOCIALISTE EN REPUBLIQUE TCHÈQUE?

suite

RAG: *Le parti social-démocrate est traversé par des courants contradictoires, comment le courant communiste répond-il aux problèmes de la gauche tchèque dans son ensemble?*

K.K.: Le parti communiste de Bohème-Moravie a obtenu 10% des voix, ce qui est loin d'être négligeable dans des élections législatives. Il faut reconnaître dans ce vote des inquiétudes d'une partie de la population qui sont réelles, notamment des retraités. Malgré ce score, je pense que ce parti n'a pas d'avenir dans la mesure où il rejette toute idée d'union de la gauche. Il refuse d'intervenir sur le terrain des préoccupations politiques réelles, telles que je les ai précédemment résumées.

Lorsque ce parti dénonce l'éventuelle adhésion de la Tchéquie à l'OTAN, si nous sommes d'accord sur le principe, dans la population cette position n'est pas crédible: ses dirigeants avaient une attitude plus qu'ambiguë sur la présence des troupes du pacte de Varsovie sur notre territoire à partir d'août 1968. Les seuls qui peuvent aujourd'hui militer contre cette adhésion sont ceux qui dans le passé se sont opposés aussi bien au Pacte de Varsovie qu'à l'OTAN, c'est à dire aux deux blocs existant en Europe.

RAG: *Depuis la disparition du mur de Berlin, la libre circulation des hommes et des idées est assurée; peut-on aller plus loin aujourd'hui, en prenant en compte les problèmes de la gauche aussi bien à Paris qu'à Prague, sur le terrain d'une construction politique commune?*

K.K.: J'ai rencontré de nombreux militants, issus du courant communiste-réformiste, et qui depuis 1956 pose les problèmes en termes d'avènement d'un système nouveau plus juste et plus libre que le système capitaliste. On se souvient de l'adhésion massive de la population à l'idée d'un « socialisme à visage humain » préconisée par la direction du PCT, dont Alexander Dubcek était le premier secrétaire, en 1968. Cette aspiration ne s'est pas trouvée relayée au sein du mouvement ouvrier d'Europe Occidentale, et en particulier de la social-démocratie. Lorsque je discute avec ces hommes en tant que membre d'un courant gauche du parti français, à savoir la Gauche Socialiste, j'éveille toutes les curiosités et tous les espoirs, surtout lorsque j'explique que mon courant se prononce pour une Europe sociale et citoyenne, à la place de l'Europe libérale de Maastricht. C'est perçu comme une petite rupture avec les propos tenus par les dirigeants socialistes occidentaux depuis 20 ans sur le libéralisme « comme la seule voie possible » Tous ceux qui partagent les valeurs que nous venons d'exprimer auront à organiser des solidarités concrètes dans une perspective européenne. □

CULTURE - CULTURE - CULTURE - CULTURE - CULTURE

Notre amie Eliane Biedermann, lectrice de "Rassembler à Gauche" et membre du collectif d'Arpajon en faveur des sans-papiers nous communique ce poème paru dans une revue du SNES.

Eliane a écrit deux livres de poèmes : "Lumière douce au toucher" et "A mi-voix" que vous pouvez vous procurer aux éditions "La Bartavelle", 39 rue J. Jaurès à Charlieu (42190) et aux éditions "Caractères" 7 rue de l'Arbalette à Paris (75005).

Enfants de France
Hommes et femmes de demain
Sachez que la honte s'attache
à ceux dont le triste pouvoir
consiste à chasser l'étranger
d'une terre d'asile

Non, Caïn n'est pas mort
quand on fracasse la porte des églises
dans les larmes des mères
et les cris des enfants

Hommes et femmes de couleur
c'est en vous que résident
la dignité et l'espoir tenace
d'un monde de chaleur et d'humanité

Africains en exil
nos semblables, nos frères.

Eliane Biedermann (le 25 août 1996)



Françoise Bennafla

Quelle planète léguerons-nous ?

Sylvie Mayer

Quelle planète
léguerons-nous ?



Éditions sociales

La planète va mal. Mais qui est responsable ? L'Homme, sa démographie et sa pression sur les ressources ? L'économie, ses modes de production et d'organisation ? Croissance et respect de l'environnement sont-ils vraiment inconciliables ? Etats, simples citoyens, industriels, tout le monde se déclare aujourd'hui soucieux de l'environnement. Que cache cette "unanimité verte" ? Que recouvre l'économie politique ? Comment les partis politiques français abordent-ils cette question ? Qu'en est-il plus spécifiquement du PCF ? Et si l'environnement était d'abord le reflet de notre société ? La situation actuelle n'est-elle pas avant tout le miroir des politiques de domination menées par les multinationales et les Etats capitalistes les plus puissants ? Mais n'est-elle pas en même temps le témoin des aspirations et des luttes des peuples, des Etats du Tiers-Monde ?

Comme s'attache à le démontrer Sylvie Mayer au travers de multiples exemples sur l'eau, la biodiversité, l'énergie, les déchets, les transports..., il est alors possible de faire d'autres choix. Ces analyses l'amènent à s'interroger sur la société à construire pour garantir un avenir à la planète et à ses habitants. Au fond, la question n'est-elle pas de savoir quelle planète nous voulons léguer ?

Sylvie Mayer est chercheur en biologie marine. Député au Parlement européen de 1979 à 1994 (membre de sa commission "énergie et recherche"), elle est responsable de la Commission environnement du Comité national du PCF. Elle est l'auteur de "Parti pris pour l'écologie", édité en 1990 aux Editions sociales Messidor.

SOIRÉE DÉBAT - 29ÈME CONGRÈS ENVIRONNEMENT REFLET DE LA SOCIÉTÉ

INVITATION

L'environnement est au cœur des grands défis de notre temps : développement du tiers-monde, préservation de l'espèce humaine et des ressources naturelles de la planète, énergie, traitement de nos déchets...

Il est en même temps traversé par toutes les questions fondamentales dont les réponses modèleront la société future (démocratie, utilisation de l'argent, solidarités...). C'est dans ce sens qu'il fait totalement partie de la politique du PCF, qu'il est devenu partie intégrante de sa lutte pour le progrès.

C'est une question qui recèle de nombreuses contradictions, des oppositions, des conflits d'intérêts.

A tous ces titres, elle entre pleinement dans les débats que nous voulons mener avec vous pour construire notre congrès.

Nous serions ravis de vous rencontrer lors d'une soirée passée en commun

En présence de Sylvie Mayer
Responsable nationale du PCF sur les questions de l'environnement

Mercredi 30 octobre 1996 à 19 h 30
Autour d'un buffet froid
A l'espace communiste - 69, rue d'Angoulême
Impasse Delcour - 91100 Corbeil-Essonnes

Avec l'espoir de vous rencontrer et d'échanger.

Pour la Direction départementale du PCF : Patrick Coulon

HALTE AU PROCESSUS DE GUERRE !

par Jacques Adrien

62 morts et des centaines de blessés du côté palestinien, 14 tués parmi les soldats israéliens, les sombres inquiétudes suscitées par le changement de gouvernement en Israël se réalisent : un an après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, la paix est en flammes.

Faut-il s'étonner de la violence de la réaction palestinienne après une longue série de provocations ? Les déclarations d'intransigeance de M. Netanyahu et son souhait affiché d'imposer la paix dans l'annexion, les mesures vexatoires à l'encontre des palestiniens des Territoires et de leurs représentants, la tentative de créer une situation irréversible par le

renforcement des implantations ou la judaïsation de Jérusalem-Est, la perpétuation du bouclage et l'asphyxie économique conduisent au désespoir un peuple bafoué et humilié, renforcent les adversaires de la paix et enferment de nouveau la région dans une spirale de guerre.

Nous appelons les hommes de bonne volonté à dire haut et fort leur solidarité avec ceux des israéliens qui manifestent en masse leur rejet de la violence pour tout langage, à soutenir les forces qui, parmi les palestiniens et dans le monde arabe, veulent que la raison l'emporte, à

rejoindre tous ceux qui exhortent M. Netanyahu :

- * à faire cesser ces provocations meurtrières;
- * à revenir à l'application effective des accords d'Oslo;
- * à honorer les engagements signés par l'état d'Israël;
- * à relancer le processus de négociations et les amorces de coopération;
- et à renouer dans le respect le nécessaire dialogue israélo-palestinien afin que puisse renaître la confiance réciproque qui seule fondera la paix dans la dignité, assurant ainsi, bien mieux que par des slogans sécuritaires, la sécurité d'Israël. □

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

REAL : Rencontres des Elus et Acteurs Locaux

Samedi 21 septembre 1996, s'est tenue à Grigny l'assemblée générale constitutive de REAL-Essonne (Rassemblement des élus et des acteurs locaux pour une alternative progressiste, citoyenne et écologiste).

Lors de cette première rencontre, plusieurs points ont été débattus :

- * Les objectifs de REAL
- * La loi de finances 1997 et les conséquences sur les collectivités locales et la politique de la ville
- * Les affaires en Essonne
- * La citoyenneté
- * Le problème des sans-papiers et les conséquences des lois Pasqua.

D'ores et déjà de nombreux élus et acteurs locaux se regroupent dans REAL 91, indépendamment de l'appartenance de certains d'entre eux à d'autres structures nationales ou départementales. En voici quelques exemples significatifs :

Pierre Chapon (conseiller général, maire de Ste-Geneviève des Bois), Amaury Couderc (conseiller régional), Jean-Loup Englander (conseiller général, maire de St-Michel sur Orge), Paul Loridant (sénateur, maire des Ulis).

EXTRAITS DE LA DÉCLARATION POLITIQUE DE REAL EN ESSONNE (5 octobre 1996)

...
L'objectif n'est pas de constituer une organisation politique, mais de rassembler à gauche les élus et les acteurs locaux qui désirent débattre et agir ensemble. Les fondateurs de REAL veulent notamment œuvrer pour la définition d'une politique de la Ville basée sur un développement maîtrisé et durable, sur une politique de l'emploi intégrant des conceptions nouvelles de la formation et du travail, sur une approche audacieuse des problématiques de la jeunesse, de l'action sociale et de l'intégration.

Informers, former et réfléchir pour agir

La présence de non élus dans REAL traduit la volonté de créer cet espace pluraliste de confrontation d'idées et d'expériences dont les acteurs de terrain ont autant besoin que les élus pour accomplir leurs missions de plus en plus étendues et complexes. L'exemple de l'annulation du projet d'axe routier Massy-Francilienne démontre qu'une action locale conjointe et déterminée peut aboutir, dans l'intérêt général. En outre,

l'implication concrète des élus contribue à rétablir la confiance de la population, à réhabiliter le politique, et favorise ainsi le développement d'une dynamique transformatrice.

A partir de l'action locale peut monter l'exigence d'une autre politique, rompant avec le libéralisme et sa logique du profit spéculatif qui asservit l'humanité et détruit notre planète, mettant l'homme au centre de son projet de société, se basant sur le développement des services publics, la laïcité et la démocratie participative. Il s'agit d'ouvrir la voie à une véritable alternative politique, économique, sociale, écologique, mondialiste et citoyenne. Seule la mise en œuvre d'une telle orientation peut avoir des effets positifs durables, y compris localement. Or, avec des restrictions sans précédent, le projet de budget du gouvernement actuel menace gravement les services publics et les réalisations locales.

...

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

CHEF D'ÉTAT OU CHEF RELIGIEUX ?

par Michel Bréagnol

Question élémentaire quand on s'interroge sur la qualité de celui qui, en grande pompe et pour beaucoup aux frais du contribuable, a honoré de sa venue la France fille aînée de l'église dont on fait remonter - à tort - les origines à la conversion tout à fait opportune de Clovis au catholicisme.

Quelle que soit la réponse, le pouvoir de droite, impliqué à tous les niveaux tant par sa participation active que par les moyens dont il a décidé la mise en oeuvre aux frais de la collectivité, a tout faux.

En effet, si Jean-Paul II est venu chez nous en sa qualité de chef religieux, tenir le discours de son église et faire du prosélytisme il le pouvait, certes, mais à certaines conditions :
- ses discours ne devaient pas constituer une ingérence dans la vie de la République, car par définition en république la loi est faite par les hommes et non pas au nom d'un dogme religieux,

- ses déplacements ne devaient - à part quelques exceptions comme les dépenses de sécurité - faire l'objet d'aucun concours public. C'est là un principe républicain fondamental issu de la loi de 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat.

Au demeurant, aurait-on fait autant, dépensé autant d'argent public si au lieu du chef de l'église catholique il s'était agi du représentant d'une grande église : Pope Chrétien orthodoxe, sommité Protestante, grand Imam Musulman ou encore d'un grand Rabbín Israélite ? La réponse est assurément NON et les hypocrites qui utilisent des arguments jésuitiques pour justifier les dépenses imposées à la collectivité des contribuables par le voyage du Pape auraient pour la plupart protesté sournoisement ou véhémentement.

Et puis encore dès lors que le Pape serait perçu comme un chef d'état étranger pourquoi tolérerait-on que

l'immense réseau que constitue le clergé catholique soit placé sous une telle influence tout en bénéficiant du droit d'usage des locaux que représentent les églises classées propriété de la communauté nationale qui en finance l'entretien ?

Mais si nous n'avons rien contre le passage dans l'hexagone d'un haut dignitaire religieux, c'est à la double condition que celui-ci se déplace aux frais de son église d'une part, et qu'il ne se serve pas de l'immense tribune que lui offre la République pour défier les choix philosophiques qu'ont précisément faits les républicains d'autre part.

Ce n'est pas aux contribuables protestants, juifs, musulmans, agnostiques ou athées de payer pour le chef d'une église qui ne serait pas la leur. Et réciproquement ! □

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

POUR UNE ESSONNE ÉCOLOGISTE, SOLIDAIRE ET CITOYENNE

À la suite du travail accompli autour de la charte "Pour une Essonne écologiste et solidaire" (cantonales 94) et de la charte municipale "Pour des communes écologistes et solidaires" (municipales 95) les soussignés vous proposent de préparer ensemble les échéances de 1998.

Une première réunion le 5 septembre a permis de proposer quelques idées :

- Organiser des débats et réflexions thématiques par villes ou secteurs.
- Organiser des assises départementales en 1997.
- Créer un comité de liaison pour agir "Pour une Essonne écologiste, solidaire et citoyenne" regroupant les mouvements politiques (AREV, CAP, VERTS et tous ceux qui le souhaitent), les groupes locaux et les individus.
- Coordonner des campagnes communes.

Les participants ont estimé que la gestion des échéances cantonales et régionales ne dépendait que d'eux et qu'il serait stupide de disperser les forces alternatives, écologistes et citoyennes.

Les éléments programmatiques existent, une campagne commune est donc possible.

D'autre part nous souhaitons aborder en parallèle les échéances législatives soit dans cette réunion, soit à l'occasion d'une réunion spécifique selon la volonté des participants. Nous souhaitons rechercher une cohérence globale sur le département, indépendamment du fait que les élections législatives dépendent aussi des stratégies nationales.

En conséquence nous vous invitons à une réunion importante pour le futur de nos actions communes, au château de Morsang le mercredi 16 octobre 1996 à 20h30.

Les groupes locaux de : Brétigny, Corbeil, Evry, Massy, Palaiseau.

Les mouvements : AREV, CAP, VERTS.

Renseignements :

J.B. Gramunt : 64.97.26.16, R. Merieux : 60.15.43.99, G. Pocicka : 60.16.05.37

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Supplément au
N° 76 octobre 1996
4^e année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

Associations et formations politiques signataires du
texte au verso :

MRAP - LCR - Verts - Rassembler à Gauche - Ras
l'Front - Le Manifeste - UNEF - JCR - SOS Racisme -
CGT-PTT - Maison du Monde - AREV - CAP - PCF -
Pastorale des Migrants - Citoyen solidaire - UD-CGT -
UL-CGT Massy - Groupe oecuménique accueillir
l'étranger à Massy - AC des Ulis - Association Familiale
Laïque - Mission ouvrière - CIMADE - DAL - SUD -
CRC - CNT - FSU - Sans-papiers collectif 91.

NE FERMONS PAS LES YEUX

"Il n'y aura pas de familles déchirées" disait Alain Juppé la veille de l'intervention des forces de police à l'église St-Bernard... "Pas de séparation de couple avec des enfants".

Le discours est contredit au quotidien par des actes ignobles dignes des heures les plus sombres de notre histoire...

Ici, tout près de chez nous, à notre porte, à Arpajon, une mère de famille Madame Malolo et ses trois enfants vivent depuis plus de trois mois un véritable cauchemar. Monsieur Mayala Malolo après s'être rendu en toute confiance au commissariat d'Arpajon à la suite d'une convocation s'est

retrouvé manu militari, sans même pouvoir contacter un avocat et revoir sa famille, embarqué dans le vol "Air Charter" F-GHXM à destination de Kinshasa. Cette famille était installée en France depuis plusieurs années et les deux plus jeunes enfants (1 et 4 ans) sont nés en France. Madame Malolo se retrouve seule à Arpajon avec ses trois enfants, sans ressources... Comment va-t-elle subvenir aux besoins de sa famille ? Payer les loyers ? La scolarité des enfants ?

TOUS ENSEMBLE
demandons le rapatriement de Monsieur Malolo.

PETITION

Après l'évacuation violente de l'église St-Bernard, le gouvernement multiplie les expulsions.

A Arpajon, la famille Malolo en France depuis 1990 se retrouve aujourd'hui séparée. Le mari a été expulsé au Zaïre par charter à partir de la base d'Evreux.

Son épouse et ses trois enfants de 13 mois, 4 ans, 9 ans et dont les deux plus jeunes sont nés en France sont seuls et sans ressources.

Nous soussignés, protestons contre cette mesure arbitraire et demandons le rapatriement immédiat de Monsieur Malolo.

Nom :
Prénom :
Adresse :
Signature :

A envoyer à Monsieur le Préfet de l'Essonne, Préfecture, Evry 91000.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Collectif Essonne de soutien aux sans papiers

« Le seuil de l'intolérable est franchi... », telle est la conclusion du rapport de la fédération internationale des Ligues des droits de l'homme sur la situation des migrants en France!

Nous avons vécu les événements de St Bernard, depuis les médias se sont tus... et pourtant, jour après jour, des hommes, des femmes, des enfants, voient leur existence se briser: arrestations, détentions, expulsions, charters, familles disloquées...

Beaucoup ont compris aujourd'hui, que ce sont les lois successives sur l'immigration et les dernières mesures Pasqua-Debré qui transforment en «hors-la-loi» des familles intégrées en France depuis de longues années et en «suspect» tout immigré.

Face à cette prise de conscience, le gouvernement annonce un remaniement de la loi, et, dans le même temps, accélère la brutalité et l'arbitraire de sa politique d'expulsion.

Ce qui arrive aux sans-papiers maintenant est l'expression d'une politique jusqu'au-boutiste d'atteinte à la dignité et aux droits les plus fondamentaux de la personne humaine.

NE FERMONS PAS LES YEUX...
 ...sous peine de voir de telles régressions se généraliser à l'ensemble de la société!

Aujourd'hui, dans l'Essonne, un collectif départemental de soutien aux sans-papiers s'est mis en place pour unir ceux et celles qui veulent agir...

... en soutenant les revendications:

- > Régularisation de tous les sans-papiers
- > Retour des expulsés de St Bernard
- > Libération des sans papiers emprisonnés
- > Abrogation des lois Pasqua-Méhaignerie et de toutes les lois anti-immigrées

... en tissant partout des réseaux de solidarité autour de ceux qui sont menacés aujourd'hui, et en ouvrant le «débat public» sur la place des immigrés dans notre société.

Rejoignez les Collectifs et venez manifester
Mercredi 6 novembre
Devant la préfecture d'Evry à partir de 18 heures

Pour prendre contact avec les collectifs locaux de l'Essonne:

| | | | | | | |
|--------------------------------|----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---|
| MASSY 01.60.13.58.90 | ARPAJON 01.64.90.35.81 | ETAMPES 01.60.82.32.48 ou 01.69.92.91.85 | LES ULIS 01.69.86.11.08 | EVRY 01.60.78.55.00 | ATHIS-MONS 01.69.54.54.36 | BURES s/YVETTE 01.64.46.48.55 |
|--------------------------------|----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---|